

**Allocution prononcée par Michel Cordillot,  
président d'ADIAMOS-89,  
lors de la randonnée « Sur les pas des insurgés »,  
devant le monument d'Alfred Saison, le 30 juin 2002**

Mesdames, messieurs, chers amis,

Nous sommes aujourd'hui rassemblés devant cet émouvant monument d'Alfred Saison pour nous souvenir que la démocratie est par nature fragile. Il y a cent cinquante ans une république mourait, tuée par un coup d'État organisé le 2 décembre 1851 par celui-là même qui, élu président au suffrage universel, avait juré de la défendre.

La Deuxième République, née dans l'illusion lyrique du printemps 1848, avait été irrémédiablement endeuillée par le massacre de milliers d'ouvriers parisiens affamés, en juin. Puis elle avait été rapidement confisquée par les conservateurs alliés aux bonapartistes, et lorsqu'il apparut que les Républicains pouvaient espérer reconquérir le pouvoir à la faveur des élections générales prévues au printemps 1852, Louis Napoléon Bonaparte n'hésita pas à recourir à la force pour se maintenir au pouvoir et préparer la proclamation de l'empire.

Ce coup d'État sanglant, que d'aucuns voudraient aujourd'hui glorifier comme un « coup d'éclat », ne fut pas mené à bien sans difficultés. Il se heurta en effet, par endroit, à une forte résistance, notamment dans le Centre et dans le Midi de la France.

Dans l'Yonne, ce fut la Puisaye, farouchement républicaine, qui se souleva pour défendre la République menacée.

Le 5 décembre, la commune de Sougères s'arme à l'appel des républicains de Clamecy, entraînant derrière elle les habitants de Druyes et d'Andryes. Pendant trois jours les républicains contrôleront la ville.

Le 6 décembre débute le soulèvement de Saint Sauveur. C'est jour de foire et les paysans des environs sont venus nombreux. Le signal de la lutte est donné et les sociétés républicaines clandestines, les Mariannes, dépêchent des émissaires pour soulever les villages environnants. Bientôt le tocsin sonne dans toutes les églises. Une cinquantaine d'hommes partent de Treigny, plusieurs dizaines d'autres de Saints, de Moutiers et de Perreuse. Le hameau du Deffand a lui aussi son groupe de républicains organisés. Ils se rassemblent, s'arment de bric et de broc, et

sous la conduite du maréchal-ferrand Saget et du laboureur Alfred Saison ils se mettent en route. Symboliquement, ils commencent par envahir le château, car il faut trouver des armes. Ensuite, ils ont pour consigne de marcher sur Auxerre : en passant par Thury, Lain, Sermenton, Ouanne et Leugny, il soulèveront la Forterre tout en marchant sur le chef-lieu du département. Les plus déterminés, une soixantaine en tout, parviendront jusqu'à Villefargeau, à 6 km d'Auxerre ; mais ils attendront en vain la 2<sup>e</sup> colonne qui devait les rejoindre après être passée par Toucy.

À l'aube du 7, la troupe et les gendarmes arrivent ; la bataille s'engage, mais elle est inégale. Sept insurgés sont tués, plusieurs sont faits prisonniers, les autres parviennent à s'enfuir. Au cours des jours qui suivent tous les villages de Puisaye sont progressivement investis par les forces gouvernementales. La chasse aux républicains peut commencer.

Près de 2000 d'entre eux seront inquiétés dans l'Yonne, et 443 seront condamnés à la déportation en Algérie. À Saints, on comptera 21 arrestations et 6 condamnations.

Alfred Saison est pour sa part arrêté le 12 janvier 1852, et il sera condamné à la transportation. Né en 1815, il était veuf et père d'une fille. Il était alors décrit comme un laboureur aisé, propriétaire de ses terres ; il n'avait pourtant pas hésité à s'insurger pour défendre une République qu'il voulait plus démocratique et plus sociale. Transporté en Algérie, il put comme beaucoup d'autres, bénéficier d'une remise de peine en janvier 1853 et rentrer au pays.

Mais il ne fut pas dupe de cette mansuétude d'un pouvoir autoritaire désireux de se refaire une légitimité. Il n'oublia jamais, ni ne pardonna jamais. Il resta fidèle à ses convictions politiques jusqu'à sa mort en 1889 ; son testament, que M. le Maire de Saints va vous lire, et ce monument, édifié à ses frais et sur ses terres, selon sa volonté, en portent témoignage.

Mais s'il rappelle d'abord le sacrifice des combattants du Droit, de tous ces Républicains qui se levèrent pour défendre la République, ce monument nous invite aussi à nous interroger sur la déperdition de la mémoire historique. Sait-on encore aujourd'hui, en Puisaye, que tant d'hommes et de femmes ont chèrement payé le fait d'avoir voulu défendre un régime politique que nous avons peut-être aujourd'hui trop tendance à considérer comme définitif ? Restons vigilants, une des leçons de 1851 est qu'un aspirant-dictateur peut toujours surgir là où on ne l'attend pas.

Au nom de l'association ADIAMOS-89 qui a organisé avec la municipalité de Saints cette randonnée commémorative, je vous remercie et avant de passer la parole à M. Guy Fromentin, maire de Saints, je vous invite à venir tous assister à la conférence sur le coup d'État du 2 décembre que donnera Denis Martin à 14h30 à la salle des fêtes de Saints.